

## REGLEMENT SUR LES EMOLUMENTS DE LA COMMUNE MIXTE DE DAMPHREUX-LUGNEZ

- Base légale*
- Constitution jurassienne (RSJU 101) ;
  - Loi sur les Communes du 9 novembre 1978 (RSJU 190.11) ;
  - Loi sur les émoluments du 9 novembre 1978 (RSJU 176.11) ;
  - Décret fixant les émoluments de l'administration cantonale du 24 mars 2010 (RSJU 176.21) ;
  - Règlement d'organisation et d'administration de la commune mixte de Damphreux-Lugnez.

### I. Généralités

*Champ d'application* **Article 1**  
Le présent règlement s'applique à la perception des émoluments, des taxes d'utilisation et des débours.

*Principe de la perception* **Article 2**  
<sup>1</sup> Selon la loi cantonale sur les émoluments, les autorités communales peuvent percevoir des émoluments et des taxes d'utilisation énumérées dans le présent règlement en contrepartie de leurs prestations et interventions. Elles ont droit, en outre, au remboursement de leurs débours.

<sup>2</sup> La prestation ou l'intervention de l'autorité peut consister dans la promulgation d'un acte administratif, l'octroi d'un avantage ou dans le prononcé d'une décision.

*Terminologie* **Article 3**  
Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner les personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

*Assujettissement* **Article 4**  
L'émolument, la taxe d'utilisation et les débours sont dus par qui a sollicité ou provoqué la prestation ou l'intervention de l'autorité.

### II. Définition des émoluments, des taxes d'utilisation et des débours

*Emolument administratif* **Article 5**  
L'émolument administratif est la contribution perçue pour rémunérer une prestation ou une intervention des autorités administratives.

*Emolument de  
chancellerie*

**Article 6**

<sup>1</sup> L'émolument de chancellerie est la contribution perçue pour rémunérer une prestation ou une intervention de l'autorité n'exigeant pas de sa part un examen ou un contrôle particulier.

<sup>2</sup> Le montant de l'émolument de chancellerie ne doit pas excéder 100 points.

*Taxe d'utilisation*

**Article 7**

L'émolument correspondant à l'utilisation particulière d'un service public communal est une taxe d'utilisation.

*Débours*

**Article 8**

<sup>1</sup> Les débours sont les frais occasionnés à l'autorité par l'accomplissement de sa prestation.

<sup>2</sup> Font notamment partie des débours, les indemnités de déplacement et de subsistance, les honoraires d'experts, les frais de traduction et de publication, les taxes postales et téléphoniques.

**III. Mode de calcul**

*Principes généraux*

**Article 9**

Le montant des émoluments et des taxes d'utilisation se calcule conformément aux principes de l'égalité de traitement et de la proportionnalité.

*Principe de la  
couverture des frais*

**Article 10**

<sup>1</sup> Le produit total des émoluments administratifs ne peut, en principe, dépasser le montant total des charges de la branche administrative concernée. Celui-ci est constitué par la somme des dépenses et frais généraux débours déduits, engagés aux fins de procéder aux opérations rémunérées par un émolument.

<sup>2</sup> Le montant de l'émolument perçu dans un cas d'espèce doit correspondre dans la mesure du possible au coût de la prestation ou de l'intervention de l'autorité.

*Autres critères*

**Article 11**

<sup>1</sup> Dans les limites des principes énoncés aux articles 9 et 10 et des tarifs édictés, le montant de l'émolument administratif peut se calculer en fonction de l'intérêt économique du redevable à la prestation fournie. Il peut également être tenu compte de la capacité financière de ce dernier.

<sup>2</sup> Lorsque le domicile du redevable est extérieur à la commune et qu'il en résulte un surcroît de frais, le montant de l'émolument peut être majoré conformément au principe de la couverture des frais.

Valeur du point;  
indexation

### Article 12

<sup>1</sup> Le tarif indique le montant des émoluments en points.

<sup>2</sup> La valeur initiale du point est déterminée par le décret fixant les émoluments de l'administration cantonale (RSJU 176.21).

<sup>3</sup> Le Conseil communal est habilité à indexer le montant des émoluments chaque fois que l'indice Suisse des prix à la consommation a varié de plus de 5 points (base : indice au 31 décembre 2015 : 100 points).

## IV. Points des émoluments

Emoluments en  
points

### Article 13

Emoluments administratifs :

<b>Police des habitants</b>	<b>points</b>
Permis d'établissement pour personne majeure	10
Permis de séjour pour personne externe	10
Certificat d'origine	10
Certificat de bonne vie et mœurs	10
Attestation de domicile	10
Attestation de voyage enfant mineur	10
Attestations diverses	10
Frais de port pour envoi d'attestation	3
Attestation de départ	10
Attestation de vie, signature uniquement	0
Attestation de vie	10
 <b>Successions</b>	
Procès-verbal de scellés	0
Pose et levée de scellés	50
 <b>Police des constructions</b>	
<b>Petits permis:</b>	
Taxe de base jusqu'à Fr. 19'999.-	80
De Fr. 20'000.- à Fr. 49'999.-	100
De Fr. 50'000.- à Fr. 100'000.-	130
Frais divers	Frais effectifs
Suivi des autorisations spéciales	20
Examen par le Conseil communal	20
Traitement d'une dérogation communale	25
Emoluments cantonaux divers (CPS, ENV...)	Frais effectifs
Traitement d'une opposition – séance conciliation	50 -150
Contrôle et visite des lieux	25

**Grands permis :**

Taxe de base jusqu'à Fr. 100'000.-	150
De Fr. 100'001.- à Fr. 499'999.-	200
De Fr. 500'000.- et plus	250
Publications	Selon Journal officiel
Examen par le Conseil communal	50
Traitement d'une dérogation communale	100
Traitement d'une opposition – séance de conciliation	50 - 150
Contrôle et visite des lieux	50

**Valeurs officielles**

Extrait, copie	10
Fixation nouvelles VO, morcellement	30
Calcul d'une valeur proportionnelle par le BPM	Selon facture BPM

**Divers**

	points
Emolument pour renseignement institutions diverses	10
Extrait du registre des ressortissants/bourgeois	25
Emolument pour autorisation de creuser la route communale	30
Emolument divers	10
Recherche dans les archives (la 1/2h)	25
Photocopies de plans, cadastre, à l'échelle	10

Liste non exhaustive

**V. Perception**

*Remise des émoluments*

**Article 14**

Si la perception des émoluments entraîne une rigueur excessive pour la personne assujettie, le conseil communal peut y renoncer en partie ou en totalité.

*Encaissement*

**Article 15**

<sup>1</sup> La commune facture immédiatement et en totalité les créances arrivées à échéance.

<sup>2</sup> La commune peut envoyer une sommation à la personne assujettie.

<sup>3</sup> Si celle-ci ne s'acquitte pas de la somme due, la commune procède à l'encaissement par les voies légales.

*Avertissement*

**Article 16**

S'il est probable que l'accomplissement d'une prestation nécessitera une somme de travail particulièrement importante, il convient d'en avertir la personne assujettie avant de poursuivre plus avant le traitement de l'affaire et de la consulter s'agissant de la suite de la procédure.

<i>Echéance</i>	<b>Article 17</b> Les émoluments sont échus une fois la prestation fournie.
<i>Délai de paiement</i>	<b>Article 18</b> Le paiement des émoluments est échu dans un délai de 30 jours à compter de leur facturation. Les émoluments de moins de Fr. 30. – sont payés immédiatement.
<i>Restitution de l'indu</i>	<b>Article 19</b> <sup>1</sup> L'autorité restitue spontanément, l'émolument, la taxe d'utilisation et les débours qui n'étaient pas dus ou qui ont été versés en trop.  <sup>2</sup> La demande de restitution et les contestations qui en résultent sont réglées conformément aux dispositions du Code de procédure administrative et aux autres prescriptions y relatives.
<i>Intérêt moratoire</i>	<b>Article 20</b> A l'expiration du délai de paiement, un intérêt moratoire est calculé au même taux que l'intérêt moratoire applicable aux impôts directs par le Service des contributions de la République et Canton du Jura.
<b>VI. Dispositions transitoires, pénales et finales</b>	
<i>Disposition transitoires</i>	<b>Article 21</b> Pour les émoluments, taxes d'utilisations et débours qui ne figurent pas dans le présent règlement, la loi sur les émoluments, les décrets cantonaux portant application de ladite loi, les directives cantonales et les règlements communaux seront appliqués.
<i>Droit de recours</i>	<b>Article 22</b> La loi sur les communes traite des dispositions relatives au droit de recours.
<i>Entrée en vigueur</i>	<b>Article 23</b> Le présent règlement entrera en vigueur dès son adoption par l'assemblée communale et son approbation par le Gouvernement. Il abroge toutes les dispositions contraires de règlements antérieurs de la commune, notamment le règlement de la Commune de Dampfreux concernant les émoluments administratifs en matière de police des constructions du 11 février 2010.

Ainsi délibéré et arrêté par l'Assemblée communale de Dampheux-Lugnez  
le 6 juillet 2023.

Au nom de l'Assemblée communale

Le Président

La Secrétaire

G.Pape



A.Fahrni



### **Certificat de dépôt**

La secrétaire communale soussignée certifie que le règlement sur les émoluments a été déposé publiquement 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale du 06 juillet 2023 avec indication des possibilités de faire opposition.

Le dépôt ainsi que le délai d'opposition ont été publiés dans le Journal officiel du 09 juin 2023.

Il n'a fait l'objet d'aucune opposition dans le délai de 30 jours après son adoption par l'assemblée communale.

Dampheux-Lugnez, le 28 juillet 2023.

La Secrétaire communale



*A. Fahrni*

Approuvé par le Délégué aux affaires communales le :

(Veuillez laisser blanc svpl)

**ARRETE PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT SUR LES EMOLUMENTS DE LA COMMUNE MIXTE DE DAMPHREUX-LUGNEZ**

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 2, alinéa 1, et 24, alinéa 2, de la loi sur les émoluments du 9 novembre 1978 (1),

arrête :

Article premier Le règlement sur les émoluments de la commune mixte de Damphreux-Lugnez, adopté par l'assemblée communale le 6 juillet 2023, est approuvé.

Art. 2 <sup>1</sup> Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

<sup>2</sup> Il est communiqué :

- au Conseil communal de Damphreux-Lugnez ;
- au Département des finances ;
- au Juge administratif ;
- au Délégué aux affaires communales (3 ex.).



Adopté en séance du Gouvernement  
du 26 SEP. 2023  
Jean-Baptiste Maître  
Chancelier d'Etat